

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2025

*Engagée pour une justice
préventive, réparatrice et humaniste !*



FÉDÉRATION
DES ASSOCIATIONS
SOCIO-JUDICIAIRES





Annuaire 2025

Comme chaque année à cette époque, la lecture du rapport d'activités nous démontre l'ampleur du travail accompli par la fédération grâce à l'implication de chacune et chacun tant au niveau fédéral que dans le réseau.

Le service formation a proposé, sur sa lancée des années précédentes, une offre de formation variée et professionnalisante. Les taux de satisfaction des participant.e.s (93%) et le nombre de stagiaires (715 dont 475 appartenant au réseau C&J) démontrent la qualité de ce service qui a su s'adapter à l'évolution de la demande.

Les trois commissions ont poursuivi leurs travaux permettant aux professionnel.le.s d'échanger sur leurs pratiques mais également d'élaborer des outils de travail communs aux associations adhérentes. C'est ainsi qu'en 2025, par exemple, l'étude sur l'utilité sociale du Placement à l'extérieur s'est poursuivie et amplifiée, qu'un guide pratique pour les associations confrontées à l'évaluation exigée par la Haute Autorité de Santé a été rédigé et diffusé. Enfin, après avoir réalisé une enquête intitulée AJUCO (accompagnement et parcours judiciaire des auteurs de violences conjugales) en 2024, un guide pratique pour renforcer les pratiques professionnelles en matière de VIF a été diffusé auprès des adhérents.

Plusieurs webinaires, tous très suivis, ont été organisés au cours de l'année pour répondre à des problématiques particulières : sur la question du développement du TIG sur laquelle la fédération est engagée depuis plusieurs années ; sur le contrôle coercitif, un cycle de 5 séances a été proposé pour mieux comprendre ce phénomène massif dans le cadre de la lutte contre les violences intrafamiliales.

Enfin le dynamisme de la vie régionale ne s'est pas démenti puisque plus de 25 réunions ont été organisées dans les 9 régions C&J sur des thématiques ayant trait à la communication, aux partenariats locaux ou bien encore aux gouvernances des associations.

Toutes ces activités n'auraient pas pu avoir lieu sans l'implication des présidentes et présidents des commissions, des déléguées interrégionales et délégués interrégionaux, et bien évidemment de l'équipe de la fédération.

En 2025, les associations adhérentes m'ont renouvelé leur confiance pour un troisième et dernier mandat de trois ans. Ma détermination au service de notre fédération est toujours aussi forte mais nous devons faire face depuis plusieurs mois à des enjeux de survie du secteur socio-judiciaire, qui s'inscrit dans un contexte général de mise en cause des associations.

Le bureau et le Conseil d'administration ont consacré beaucoup de leur temps et de leur énergie à la défense de notre secteur et à la mobilisation du monde judiciaire, des élu.e.s et de nos partenaires, face aux projets destructeurs de l'administration pénitentiaire.

Nous avons d'ailleurs reçu de multiples soutiens, qu'ils en soient remerciés.

Malgré les difficultés, nous nous sommes attachés à maintenir le dialogue avec la Chancellerie mais nous ne pouvons que constater que les dossiers « Ségur » et « secteur associatif judiciaire habilité », notamment, n'ont pas pu avancer.

La perspective de la création d'une nouvelle « direction des usagers et des victimes » au sein de laquelle un bureau des partenariats devrait être créé, nous donne néanmoins espoir de disposer, enfin, d'interlocuteurs solides en matière judiciaire comme nous en avons au sein de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse.

Marielle Thuau
Présidente





1. Citoyens & Justice

PAGE
4

Organisation, gouvernance,
équipe, commissions, régions...
+ Les temps forts de 2025

2. PAGE 7

Fédérer et soutenir le réseau

Accompagner les associations
adhérentes
Créer du lien à l'échelle régionale
Développer les compétences



3. Comprendre les enjeux, produire des outils

PAGE
14

Analyses et décryptages
Recherches et enquêtes
Préconisations et outils pour le terrain



4. Porter la voix du secteur, partager notre expertise



PAGE
19

Plaidoyer et positionnement
Rencontres et contributions aux politiques
institutionnelles

5. Sensibiliser & mobiliser la société

PAGE
23

Communiquer, informer, sensibiliser
Mobilisations et publications médias
Événements et rencontres





Citoyens & Justice

fédération des associations socio-judiciaires

“Engagée pour une justice préventive, réparatrice et humaniste !”



Organisation

Qui sommes-nous ?

Forte de son engagement depuis 1982 et de l'expertise des 150 associations adhérentes, la fédération **contribue à prévenir la récidive et à adapter les réponses pénales**, affirmant qu'accompagner les auteurs, c'est renforcer la protection des victimes et de la société.



NOUS DÉCOUVRIR

DIRECTION GÉNÉRALE

Séphane Landreau

est directeur général de la fédération et est accompagné de **13 salarié.e.s** réparti.e.s au sein de 6 pôles d'activités.

Le **centre de formation**

s'appuie sur une **équipe pédagogique** composée d'expert.e.s engagé.e.s, garantissant des parcours de qualité et une montée en compétences durable des professionnel.le.s.

L'ÉQUIPE CITOYENS & JUSTICE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration contribue activement aux orientations et au développement de la fédération, en assurant la cohérence des actions, en accompagnant les évolutions du réseau et en soutenant des projets au plus près des besoins.

Marielle Thuau est **présidente** de Citoyens & Justice depuis le 27 juin 2019. 20 membres siègent au conseil d'administration et 7 sont membres du bureau.

En 2025, le mandat de Marielle Thuau a été renouvelé pour 3 ans.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

9 RÉGIONS CITOYENS & JUSTICE

Les réunions régionales renforcent la coordination entre associations, favorisent l'émergence d'initiatives partagées et garantissent une meilleure appropriation des enjeux nationaux au niveau local.

Merci

Valérie Pecorilla,
assistante de direction,

est partie à la retraite le 1er avril 2025, après avoir accompagné la fédération pendant vingt ans, au service de la direction de Denis L'Hour-Clavel puis de Stéphane Landreau, et de l'ensemble de l'équipe. Lors d'un temps de reconnaissance en présence de Marielle Thuau, l'équipe a tenu à saluer **la qualité de son engagement et de son travail au quotidien.**

Elle a été remplacée par Sophie Iselin qui avait rejoint la fédération en 2023.

COMITÉ JUSTICE

Créé dans le cadre du partenariat avec le SDFE, le Comité Justice vise à structurer les échanges sur les violences intrafamiliales et les pratiques d'accompagnement des auteurs de violences conjugales.

OBJECTIFS & MEMBRES DU COMITÉ

3 COMMISSIONS NATIONALES

La fédération soutient les associations au quotidien, en apportant un appui technique, stratégique et organisationnel, tout en accompagnant l'adaptation aux évolutions réglementaires.

LES COMMISSIONS NATIONALES

CONSEIL CONSULTATIF

Le **Conseil Consultatif** est un **groupe de personnes expertes** ne faisant pas partie du réseau d'adhérents de la fédération afin d'éclairer Citoyens & Justice dans ses décisions en matière stratégique.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Le comité scientifique concerne la recherche relative aux grilles criminologiques afin d'apporter son éclairage méthodologique et stratégique.



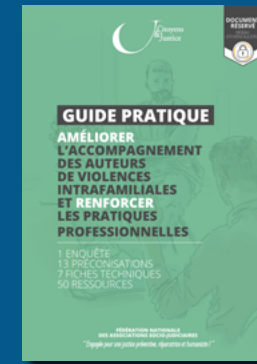
Retrouvez l'ensemble du Réseau C&J sur la carte interactive !

RÉSEAU ASSOCIATIF

Retour sur les événements marquants 2025



LE PLAIDOYER DE CITOYENS & JUSTICE
VALIDÉ ET PUBLIÉ



LE GUIDE PRATIQUE POUR AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT DES AUTEURS DE VIOLENCES INTRAFAMILIALES ET RENFORCER LES PRATIQUES PROFESSIONNELLES

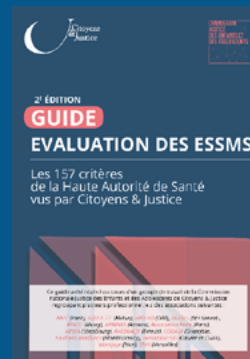


1 PROJET EUROPÉEN POUR LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ AUPRÈS DES JEUNES ET ADULTES AUTEURS DE VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES



UNE **ÉTUDE CHIFFRÉE** POUR DÉFENDRE L'**ACCOMPAGNEMENT** DES **JEUNES MAJEURS**

« Savez-vous ce que rapporterait l'investissement de 800 millions d'euros nécessaires pour accompagner l'ensemble des jeunes majeurs jusqu'à leur insertion pleine et entière ? »



1 GUIDE POUR RÉPONDRE AUX 157 CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA **HAS ACTUALISÉ**

UNE **MOBILISATION CONTINUE** FACE À LA **RÉFORME DU SECTEUR SOCIO-JUDICIAIRE**



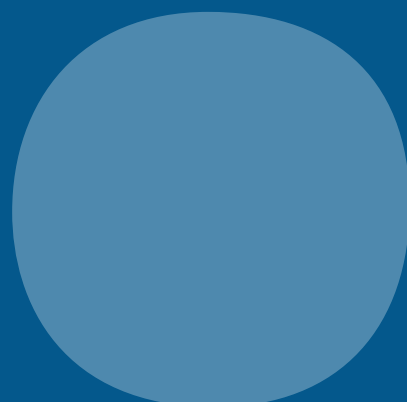
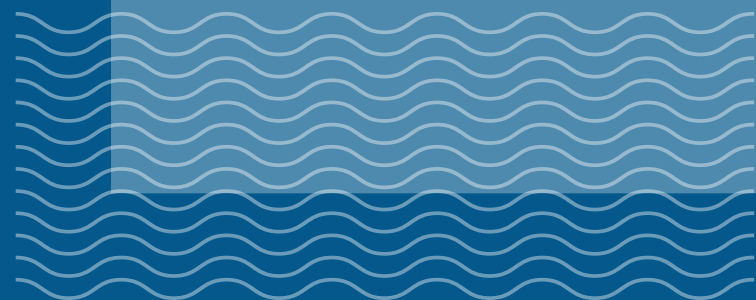
UN CYCLE DE **WEBINAIRES** DÉDIÉ À LA NOTION DE **CONTRÔLE COERCITIF**

1 RECHERCHE ACTION SUR LES GRILLES CRIMINOLOGIQUES ET **1 ÉTUDE D'IMPACT** RELATIVE À **L'UTILITÉ SOCIALE** ET L'IMPACT ÉCONOMIQUE DU PLACEMENT À L'EXTÉRIEUR QUI ENTRENT DANS LEURS DERNIÈRES PHASES





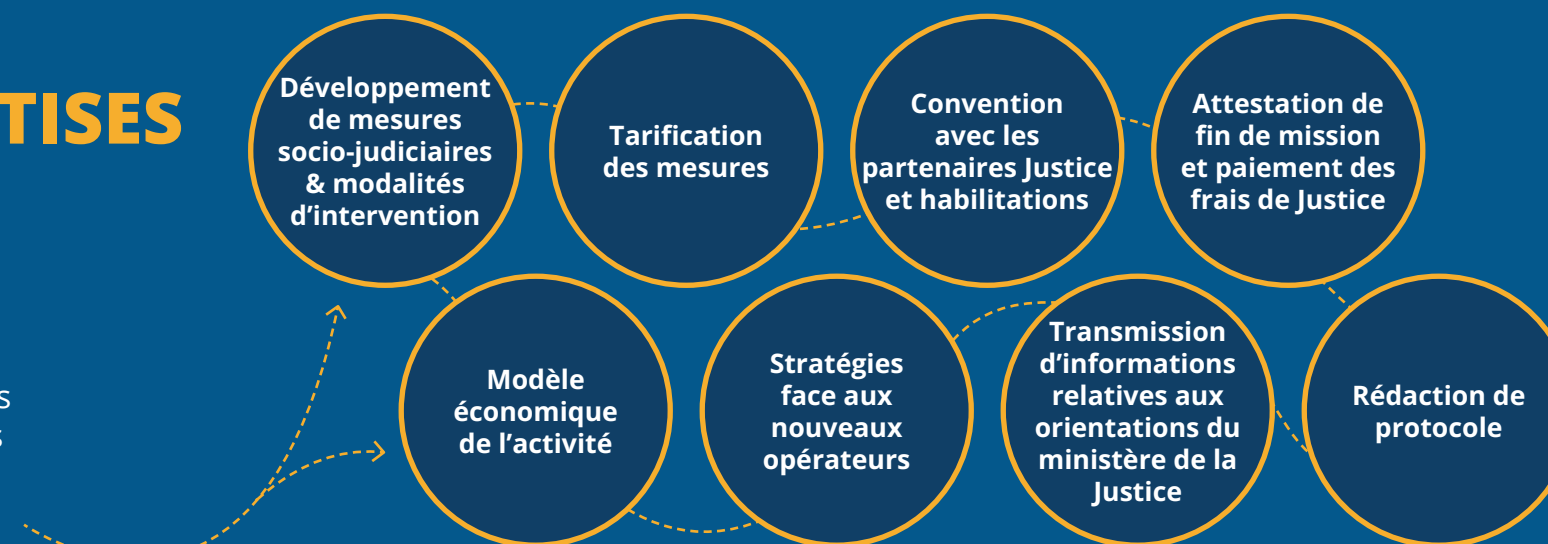
Fédérer et soutenir le réseau



CONSEILS & EXPERTISES

ORGANISATION DES SERVICES, RÉALISATION DE DIAGNOSTIC

Qu'il s'agisse du champ de la justice des enfants et des adolescents, pré sententiel, ou post sententiel, les responsables des pôles techniques apportent quotidiennement leurs conseils et expertises afin d'accompagner les adhérents à élaborer un diagnostic, à organiser ou réorganiser leur service.



ACCOMPAGNER LES ASSOCIATIONS ADHÉRENTES

STATISTIQUES ANNUELLES

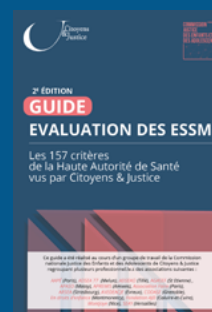
 **Webinaire de présentation de l'enquête statistique du ministère de la Justice**
28 janvier 2025
100 participant.e.s

En 2025, un webinaire, animé par le Service de la statistique, des études et de la recherche (SSER) du ministère de la Justice, complété par un temps d'échanges avec les professionnel.le.s, a permis de **présenter la campagne 2025 sur l'enquête statistique du ministère de la Justice, d'accompagner les pratiques de collecte et de répondre aux interrogations.**

Ces travaux ont contribué à fluidifier le recueil des données et ont conduit à engager, en lien avec le SSER, des ajustements du questionnaire pour 2026.

EVALUATION HAS

RÉPONDRE AUX EXIGENCES DE L'ÉVALUATION DES ESSMS



LE GUIDE

Afin d'accompagner les structures dans la **mise en œuvre de l'évaluation HAS, devenue obligatoire tous les cinq ans pour les professionnel.le.s de la justice des enfants et des adolescent.es**, Citoyens & Justice a lancé fin 2022 un groupe de travail réunissant des professionnel.le.s engagé.e.s dans cette démarche. Ce travail collectif a permis d'analyser les 157 critères d'évaluation à partir des réalités

des missions judiciaires et éducatives. Après une 1ère édition publiée en 2023, centrée sur les critères impératifs, **le guide 2025 propose une lecture élargie intégrant également les critères standards**, afin de fournir un outil plus complet, clair et directement mobilisable sur le terrain.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

PLATEFORME PLEX

En 2025, la direction de la Procédure Pénale Numérique du ministère de la Justice et Citoyens & Justice ont poursuivi les comités de suivi trimestriels de la plateforme PLEX, afin d'accompagner son déploiement national et d'identifier les éventuels blocages. En fin d'année, ils ont également élaboré une enquête de satisfaction destinée aux professionnel-les des juridictions, dont les résultats sont attendus début 2026.

OUTIL OASIS

Dans une même volonté de sécurisation des échanges de données à caractère sensibles, Citoyens & Justice a intégré le comité de pilotage de la DPJJ relatif à OASIS (Outils d'Analyse et de Suivi des Incidents Signalés de la PJJ (SP/SAH)).



CJSE : CRÉATION D'UN OUTIL D'ÉVALUATION DE LA MESURE

De la conception à l'analyse des premiers résultats

2021



LANCEMENT

Mise en place d'un outil d'évaluation de la mesure CJSE

Identifier et objectiver l'impact de la mesure

2021-2024



CONSTRUCTION

Validation des indicateurs sur l'effet & l'impact de la mesure par la Commission pré sententielle

2024



NUMÉRIQUE

- Finalisation d'un outil informatique
- Suppression du format papier
- Mise en oeuvre de l'expérimentation

2025



DÉPLOIEMENT

- Présentation de l'outil et de son guide d'utilisation
- Lancement de la phase d'expérimentation

DÉVELOPPEMENT DU TRAVAIL D'INTÉRÊT GÉNÉRAL AU SEIN DU RÉSEAU

Dans le cadre de leur accord national, l'ATIGIP et Citoyens & Justice ont organisé un webinaire le 1er juillet afin de valoriser les opportunités liées au TIG et d'encourager son développement au sein du réseau.

Pensé pour répondre aux préoccupations du secteur, ce temps d'échange a mis en avant l'appui des référents territoriaux, à travers les témoignages croisés d'une référente et d'une association accueillant des personnes condamnées au TIG.



1er juillet 2025 - Webinaire

Le référent territorial : un professionnel du ministère à l'écoute de vos besoins !

VISIONNER LE REPLAY



PREMIERS RÉSULTATS

8

associations adhérentes ont participé à l'expérimentation en 2024

1552

personnes accompagnées

HÉBERGEMENT/ LOGEMENT DES PERSONNES EN SORTIE DE DÉTENTION

Dans le cadre de la commission nationale post sententielle qui s'est tenue à Nantes les 27 et 28 novembre 2025, deux dispositifs ont été présentés : le placement à l'extérieur mis en oeuvre par l'ANEF FERRER et le dispositif « places de réquisition » mis en place à la demande de la DDETS 44, par un regroupement de 4 associations nantaises de Loire-Atlantique.

Cette présentation a été l'occasion de faire connaître le dispositif EMOT (Equipe Mobile Transitionnelle du CHU de Nantes), qui permet d'accompagner des patients souffrant de troubles psychiatriques et/ou addictologiques à leur sortie de détention.

ARTICULATION DES MESURES SOCIO JUDICIAIRES ET CPCA

La fédération s'est pleinement investie dans le développement du dispositif CPCA, en mettant particulièrement l'accent sur son articulation avec les mesures judiciaires.

À la demande des adhérents, elle a maintenu l'organisation des deux rencontres annuelles dédiées aux associations socio-judiciaires porteuses de CPCA, facilitant ainsi les échanges et le partage d'expériences.

Par ailleurs, elle a activement contribué aux travaux de refonte des grilles directrices pilotés par le SDFE et a réuni les porteurs de CPCA adhérents pour un temps d'échange stratégique, afin de définir des positions cohérentes avec les activités socio-judiciaires du réseau.

LES CPCA



SYNTHÈSE



16

associations adhérentes porteuses d'un CPCA

2 Rencontres annuelles



LUTTE CONTRE LES VIOLENCES INTRAFAMILIALES

ACCOMPAGNER LES ASSOCIATIONS ADHÉRENTES

LE CONTRÔLE COERCITIF

Afin de sensibiliser les adhérents mais aussi l'ensemble des professionnel.le.s intervenant dans la lutte contre les violences intrafamiliales, Citoyens & Justice a organisé un cycle de webinaires intitulé « Égalité et contrôle coercitif : des enjeux majeurs dans la lutte contre les violences intrafamiliales ».

5
Webinaires

A partir du 18 novembre 2025 - ~500 participant.e.s
Ce cycle de 5 webinaires a été ouvert par Charlotte Beluet, Haut fonctionnaire à l'Égalité femmes - hommes et à la diversité afin notamment d'apporter des repères en termes d'évolutions juridiques.

1 WEB ATELIER DÉDIÉ AU CONTRÔLE COERCITIF

Sensibilisation & échanges auprès d'une équipe au sein d'une association du réseau - Juin 2025

Cadrage théorique, éléments de définition
Droit positif, où en est-on en France ?
Quelles sont vos pratiques ?
Comment l'intégrer ?
Echanges

LE CHIFFRE

80%

C'est la part d'activité pour certaines associations relative au traitement du contentieux des violences intrafamiliales.

GUIDE PRATIQUE AJUCO AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT DES AUTEURS DE VIF ET RENFORCER LES PRATIQUES PROFESSIONNELLES

La fédération a réalisé un travail approfondi au sein du réseau en réalisant au premier semestre 2024 une enquête sur les pratiques des associations socio-judiciaires en matière d'accompagnement pré sententiel des auteurs de violences intrafamiliales. A la suite de celle-ci, Citoyens & Justice a créé un guide pratique visant à améliorer l'accompagnement de ces auteurs et renforcer les pratiques professionnelles.

GUIDE PRATIQUE

13
PRÉCONISATIONS

7
FICHES
TECHNIQUES

50
RESSOURCES

LES FEMMES AUTEURES DE VIOLENCES CONJUGALES

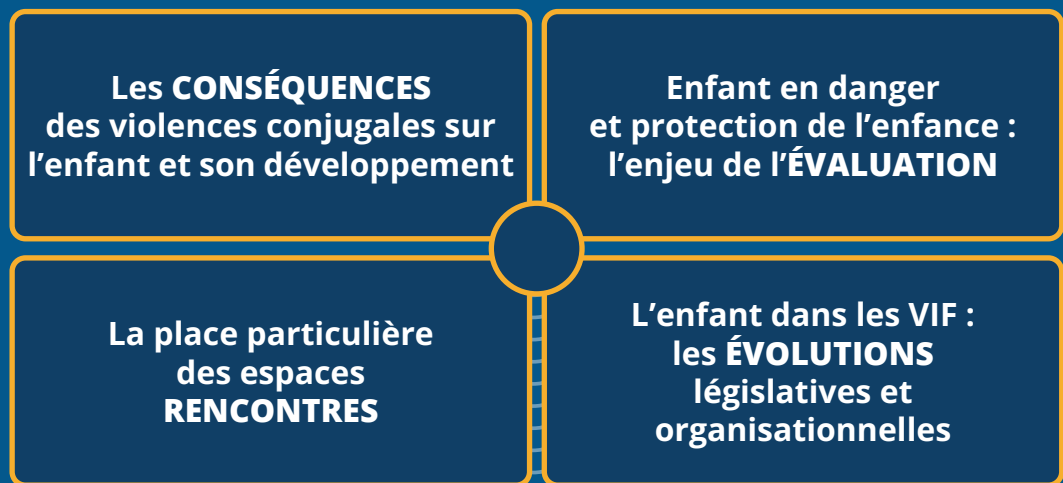
En décembre 2024, le Comité Justice a mis en lumière l'augmentation des femmes condamnées aux stages de responsabilisation, en lien avec l'enquête AJUCO sur la mixité et l'approche genrée des violences conjugales. Le webinaire du 6 octobre 2025, suivi par plus de 100 personnes, a présenté les recherches d'Alexia Brox et Gloria Casas Vila sur les trajectoires de ces femmes. Ombeline Mahuzier (Présidente du TJ de Colmar) et Sandra Montier (ARSEAA Toulouse) ont enrichi les échanges par leur expertise judiciaire et leurs retours pratiques sur les stages non-mixtes.

Webinaire « La place des femmes dans les stages pour auteurs de violences conjugales »
6 octobre 2025 - 100 participant.e.s

VISIONNER LE REPLAY

LES VIOLENCES CONJUGALES SUR LES ENFANTS

Les violences intrafamiliales exigent une approche globale de la situation familiale et une collaboration étroite avec la protection de l'enfance. Dans ce cadre, la Commission nationale Pré sententielle a organisé une **journée thématique** le 6 novembre 2025, afin de croiser les regards et renforcer les pratiques professionnelles sur ces enjeux.



CRÉER DU LIEN À L'ÉCHELLE RÉGIONALE



LE CHIFFRE

25

Réunions régionales
se sont tenues en 2025
sur l'ensemble
du territoire

9

RÉGIONS C&J

Hauts-de-France,
Île-de-France,
Grand-Est,
Centre-Bourgogne,
Centre-Rhône-Alpes,
Sud-Est,
Sud-Ouest,
Grand-Ouest,
Occitanie,
+ Outre mer



1 Responsable de pôle
Animation Réseau

1 Délégué.e Inter
Cour d'Appel (DICA)
par région



Animation coordonnée



Echanges réguliers

THÉMATIQUES abordées lors des réunions régionales

PRATIQUES SOCIO-JUDICIAIRES



Accompagnement
des auteurs
d'infractions à
caractère sexuel (AIS)

La parentalité dans
les mesures socio-
judiciaires

PARTENARIATS & GOUVERNANCE



Rencontres avec des MDPAAD
Projet de rencontre
avec les chefs de Cour
Mise en coopération des secteurs
de la justice et de l'ESS
Temps dédiés à la gouvernance
dans les associations
Présentation de la Commission
Nationale post-sententielle de Nantes

CONTEXTE, ENJEUX ET PERSPECTIVES



Actualité politique et prime Ségur
Situation budgétaire nationale
et impact sur les associations
socio-judiciaires
Réflexions autour d'une journée
régionale sur le sexisme, le genre,
l'égalité femmes-hommes
Préparation des EGIP locaux

STRATÉGIE & COMMUNICATION



Communication
(projet régional, secteur
socio-judiciaire...)

Orientations
stratégiques
et actualités de
Citoyens & Justice

PROFESSIONNALI- SATION & OUTILS



Formations régionales
dispensées par C&J

Outils relatifs
aux stages

Logiciel métier

QUEL MODÈLE POUR LA VIE RÉGIONALE ?



Le conseil d'administration de Citoyens & Justice a constitué un groupe de travail dédié à la vie régionale. Ce groupe s'est réuni à trois reprises courant 2025 pour réfléchir d'abord aux objectifs de la vie régionale, puis aux moyens pour y parvenir en tentant de faire abstraction du modèle existant. Il s'agissait également de penser l'articulation de cette vie régionale avec les autres instances de la fédération.

À l'issue de ces échanges, un nouveau modèle global a été proposé au Conseil d'administration en octobre 2025 et communiqué aux adhérents dès décembre 2025.

Ce modèle se veut plus pratique pour les associations adhérentes en termes d'accessibilité et de formats, alliant des réunions thématiques en visioconférence et du présentiel en région.

Les noms de certaines régions ont par ailleurs été actualisés.



PROFESSIONNALISER LE SECTEUR SOCIO-JUDICIAIRE

LE CENTRE DE FORMATION CITOYENS & JUSTICE AU CARREFOUR DU SOCIAL ET DU JUDICIAIRE

DÉVELOPPER
LES COMPÉTENCES

715 STAGIAIRES

78 FORMATIONS
DISPENSÉES

475 PROFESSIONNEL.L.E.S
d'associations adhérentes
formé.es

252 JOURS DE
FORMATION

74% FORMATIONS
SUR SITE (intra)

22% FORMATIONS
À PARIS (inter)

93% TAUX
DE SATISFACTION
du service formation

4% FORMATIONS
EN RÉGION

70,5% TAUX MOYEN
DE RÉUSSITE
AU QUESTIONNAIRE
des connaissances

94% DES RÉPONDANTS
RECOMMANDERAIENT
LA FORMATION
qu'ils viennent de suivre

UN RÉSEAU DE FORMATRICES ET FORMATEURS,

riches d'une expérience professionnelle
de terrain importante, afin d'être en
lien avec les réalités rencontrées par les
professionnel.le.s des associations.



ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE

PALMARÈS DES FORMATIONS PAR CATEGORIES

TECHNIQUES PROFESSIONNELLES

JUSTICE DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS

CRIMINOLOGIE ET TROUBLES DU COMPORTEMENT

MESURES PRÉ SENTENTIELLES MAJEURS

JUSTICE RESTAURATIVE

MESURES POST SENTENTIELLES MAJEURS

DROITS ET PROCÉDURES JUDICIAIRES

VICTIMOLOGIE

SE FORMER



CATALOGUE
FORMATIONS



Qualiopi
processus certifié
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Certification au titre
des actions de formation

Nouvelles formations!

DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES

ÉGALITÉ FEMMES - HOMMES, GENRE, VIOLENCES SEXISTES & SEXUELLES

PROGRAMME



Comprendre le sexisme et identifier son impact dans la société.
Analyser les mécanismes des violences intrafamiliales à la lecture du genre.
Intégrer l'analyse de genre dans sa pratique professionnelle.
Saisir les enjeux de changement pour agir en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes au quotidien.

3

sessions de formation ont été dispensées en 2025

CONSENTEMENT, DOMINATION, CONTRÔLE COERCITIF

Animée par François Lavallière (TJ Rennes) et Agathe Willaume (victimologue), elle équipe les professionnel.le.s d'outils adaptés.

PROGRAMME



Mesurer l'impact de l'héritage des représentations genrées et leurs conséquences.
Comprendre le système global de la relation : identifier le contrôle et la domination mis en place par un conjoint sur l'autre et sur les enfants (systémie).
Détecter les indices et les stratégies à l'œuvre qui ont pour but de limiter la liberté et les droits de l'autre (outils de détection).
Analyser le schéma global de l'agresseur et l'impact psycho-traumatique sur les victimes.
Intégrer ces nouvelles connaissances dans sa pratique professionnelle.

RÉUNION ANNUELLE DE L'ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE

Un temps fort pour la consolidation des pratiques pédagogiques

La réunion annuelle des formateurs, organisée à distance le 2 septembre 2025, a réuni 15 formateurs et formatrices permanent.e.s du pôle formation. Ce moment clé de cohésion a permis de faire évoluer les pratiques pédagogiques et d'enrichir les contenus de formation.

LES TEMPS FORTS



Sensibilisation à la question de genre

dans les interventions sociales et judiciaires

Actualités du pôle formation

Enjeux, attentes des apprenants & approches pédagogiques ajustées

Partage d'expériences autour du métier de formateur

Développement de méthodes pédagogiques efficaces

Gestion de l'apathie, de la résistance, de l'hostilité ou de la remise en cause

ACCESSIBILITÉ & INCLUSION

Le pôle formation poursuit en 2026 son adaptation des contenus aux publics en situation de handicap, répondant aux nouvelles exigences réglementaires et pédagogiques.

Ce chantier garantit aux apprenants une accessibilité renforcée, une inclusion effective et une meilleure appropriation des savoirs grâce à des pratiques et supports évolués.

Retrouvez l'ensemble des formations C&J sur le site internet !

Rendez-vous sur www.citoyens-justice.fr, dans la rubrique Formation

SE FORMER





Comprendre les enjeux, produire des outils



LE CHIFFRE

38

associations ont répondu au questionnaire, permettant ainsi d'avoir une visibilité sur la diversité des pratiques

ANALYSES, DÉCRYPTAGES, ÉCHANGES DES PRATIQUES ET TRAVAIL COLLECTIF

ÉTAT DES LIEUX DE LA MISE EN OEUVRE DES STAGES AU SEIN DU RÉSEAU CITOYENS & JUSTICE

Face au besoin exprimé par les associations d'avoir une vision claire des pratiques en matière de stages judiciaires, la fédération a lancé une étude pour identifier les organisations existantes, les modalités et les besoins d'accompagnement.

ENQUÊTE DE TERRAIN
FÉVRIER
MARS 2025



Un questionnaire dédié a été diffusé auprès du réseau, recueillant les réponses de 38 associations. Les résultats, riches de leur diversité, ont été analysés et présentés lors de la Commission pré-sententielle d'avril 2025.

RECENSEMENT DES OUTILS
MAI-NOVEMBRE
2025



Via les réunions régionales pilotées par le pôle Animation réseau, les associations ont contribué à inventorier, analyser et classer les supports pédagogiques utilisés pour animer les stages.



En 2026, un mémento des pratiques et un catalogue des outils utilisés par les associations adhérentes, destinés à soutenir le partage d'expériences et à harmoniser les méthodes à l'échelle nationale, seront réalisés.

UN TRAVAIL COLLECTIF POUR FAIRE RECONNAÎTRE LE COÛT DE LA JUSTICE RESTAURATIVE

En 2025, le pôle Justice des enfants et adolescents a finalisé, avec la DPJJ, des **grilles de tarification pour la justice restaurative**.



Reconnaissance officielle du coût de la justice restaurative pour les enfants & adolescents, permettant aux services formés de réclamer les moyens nécessaires à son déploiement national.

PARTENAIRES CLÉS

DPJJ • ARCA • IFJR • APCARS • AVEMA • SAUVEGARDE DU VAL D'OISE • PRADO • VIFFIL • GACEP (BELGIQUE) • QUESTION DE JUSTICE



GROUPE D'ÉCHANGE DE PRATIQUES DES ÉDUCATEURS DE RÉPARATION ET DE MÉDIATION PÉNALES

15 À 20 ASSOCIATIONS PARTICIPANTES (SERVICE PUBLIC ET ADHÉRENTS C&J)
5 MATINÉES DE TRAVAIL EN VISIOCONFÉRENCE

- Actualités des services
- DIPC & DIPR en médiation
- Trame de rapport médiation
- (en cours de finalisation)

7



MODÈLES
TELECHARGEABLES

ENFANTS EN SITUATION COMPLEXE OU EN GRANDE DIFFICULTÉ : DE QUI PARLE-T-ON ? DE QUOI PARLE-T-ON ?

Contribution à la mission interministérielle sur la prise en charge concertée

13 juin 2025 - Uniopss & Citoyens & Justice

PRÉPARATION DE L'AUDITION

11 ASSOCIATIONS
8 INTERRÉGIONS
2 SÉANCES x 2H

Île-de-France/OM • Grand Ouest • Nouvelle-Aquitaine • Grand-Nord • Centre-Est • Grand-Centre • Grand Est

POSITIONNEMENTS CLÉS & DÉFINITIONS



Définition « enfants en situations complexes »

Mission de la protection de l'enfant et le périmètre qu'elle doit protéger

L'essence même du travail socio-éducatif et de ses acteurs



La diversité des modes de prise en charge et des territoires représentés permet d'avoir une **vision globale des acteurs associatifs de la protection de l'enfance**.

CONSULTER LE DOCUMENT





LE PROJET EUROPÉEN PREVSS - PROMOTION DE L'ÉGALITÉ AUPRÈS DES HOMMES ET JEUNES, AUTEURS DE VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

- Erasmus + • Citoyens & Justice
- Le monde selon les femmes

Promouvoir l'intégration des masculinités et des paternités égalitaires dans l'accompagnement des auteurs de violences conjugales, sexistes et sexuelles

Co-créditer des outils pédagogiques pour les professionnel.le.s en s'appuyant sur les expertises européennes en la matière

Renforcer les compétences techniques des équipes socio-judiciaires accompagnant des publics majeurs ou mineurs sur les masculinités et l'égalité



RECHERCHES & ENQUÊTES

PRÉSENTATION DU PROJET

11

**ASSOCIATIONS
ADHÉRENTES**
participeront
au projet PREVSS

LES ÉTAPES CLÉS

OCTOBRE 2025 : 11 associations retenues

AAPE (75) • ACJET37 (37) • ADAES44 (44) • ADSEAO (60) • AJD MAURICE GOUNON (69) • APCARS (75) • ARS95 (95) • CODASE (38) • ESPERER95 (95) • JUSTICE & PARTAGE (43) • REALISE (54)

DÉCEMBRE 2025 :
1er Groupe de Travail transnational

DÉCEMBRE 2026 :
2 événements seront organisés afin de présenter l'avancée du projet et les outils réalisés :

- En Belgique (Septembre)
- En France à Bordeaux (Décembre)

ÉCHANGES DE PRATIQUES PROFESSIONNELLES SUR LA PRISE EN CHARGE DES AUTEURS DE VIOLENCES SEXUELLES

- JANVIER 2023** — **1** Création du groupe de travail suite à un questionnaire adressé à l'ensemble du réseau C&J et révélant un besoin d'accompagnement
- 2023 - 2024** — **2** Structuration progressive comme un espace de réflexion collective et de partage de pratiques
- 2025** — **3** **4 réunions** en visioconférences
Focus : Situations professionnelles concrètes
Outils pédagogiques : « Vignettes cliniques » - Situations réelles transmises en amont par les associations



Construire des réponses communes aux problématiques rencontrées

ÉVALUATION DE L'UTILITÉ SOCIALE ET DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE DU PLACEMENT À L'EXTÉRIEUR

Cabinet Koreis • Citoyens & Justice

2025 - PHASE DE RECUEIL

Recueil des données auprès des 14 structures participantes sous le pilotage du cabinet Koreis

RESTITUTIONS INTERMÉDIAIRES

Comité de suivi : 29 janvier
Structures engagées : 10 février

FOCUS GROUPES (SPIP, Magistrats, personnes accompagnées)

Consolidation des données qualitatives via les focus groupes venant enrichir l'analyse globale

RESTITUTION QUALITATIVE DÉDIÉE Février 2026

Les résultats issus de cette phase qualitative compléteront l'ensemble des travaux d'évaluation de l'impact social de la mesure.



EN SAVOIR +



RECHERCHES & ENQUÊTES

AJUCO+

Renforcer les pratiques professionnelles dans l'accompagnement des auteurs de violences intrafamiliales

OBJECTIF



Documenter, analyser et faire évoluer les pratiques des structures accompagnant les auteurs de violences conjugales.

En 2025, cette démarche s'est enrichie d'une enquête auprès des **adhérents mettant en œuvre la mesure de placement à l'extérieur** auprès d'auteurs de violences conjugales et de violences intrafamiliales hors cadre conjugal (AJUCO+).

NOTRE APPROCHE

Grille d'analyse détaillée, inspirée des recommandations internationales.

Méthodologie d'observatoire des pratiques
L'enquête s'appuie **sur des données majoritairement qualitatives et une démarche itérative.**

À terme, cette dynamique permettra **d'évaluer l'impact des préconisations sur les accompagnements** portés par les associations dans la lutte contre les violences intrafamiliales.

JUSTICE RÉPARATRICE, JUSTICE DE PROXIMITÉ, ÉTABLISSEMENTS CONJOINTS (ENQUÊTE 2025)

Un état des lieux préoccupant de l'activité de justice réparatrice et de proximité

En décembre 2024, lors de la rencontre semestrielle avec la DPJJ, Citoyens & Justice a été mandatée pour mener une enquête auprès de l'ensemble des services associatifs RP/médiation/JR en France.

Les résultats de l'enquête présentés le 17 février 2025 à la directrice de la PJJ, montrent :

Une reprise inégale des activités

La nécessité de :
- Sauvegarder la capacité des services
- Renforcer la place de la victime via la médiation pénale et la Justice réparatrice

LE CHIFFRE

95%

Taux de réponse de tous les services habilités en France

Les préconisations portées par la fédération suite à cette enquête ont été reprises dans les circulaires budgétaires de la DPJJ 2025 et 2026.


 **CIRCULAIRE BUDGÉTAIRE 2025**



LES VIES DE PAUL 

UNE ÉTUDE INÉDITE POUR DÉFENDRE L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES MAJEURS

COLLECTIF CAUSE MAJEUR ! : « LES VIES DE PAUL »

« Savez-vous ce que rapporterait l'investissement de 800 millions d'euros nécessaires pour accompagner l'ensemble des jeunes majeurs jusqu'à leur insertion pleine et entière ? » 

UNE ÉTUDE INÉDITE

Coordination :
SOS Villages d'enfants

Cette recherche propose une démonstration aussi humaniste qu'économiquement rigoureuse : **Accompagner les jeunes majeurs de la protection de l'enfance** est non seulement indispensable et inestimable sur le plan de la justice sociale, mais c'est aussi un investissement payant pour l'ensemble de la société, y compris sur le plan économique.

MÉTHODE

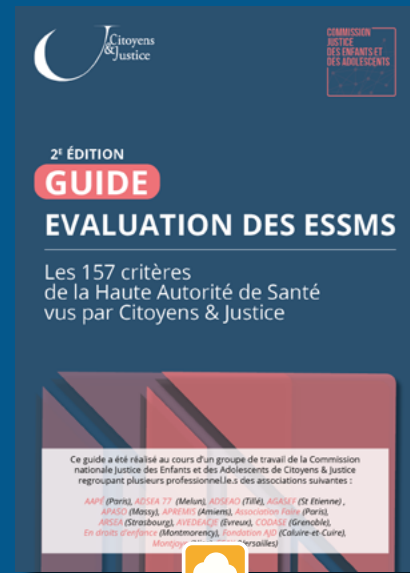
Narration d'une « vie ordinaire » d'un jeune majeur, construit uniquement à partir de données objectives et vérifiables.

Trois parcours possibles selon la mise en œuvre ou non des politiques publiques pour l'accompagner.

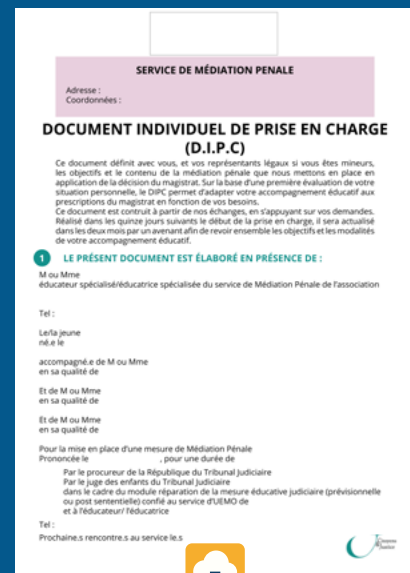


Citoyens & Justice tient à remercier l'ensemble du collectif Cause Majeur ! qui s'est mobilisé ces derniers mois afin de faire avancer et vivre ce projet.

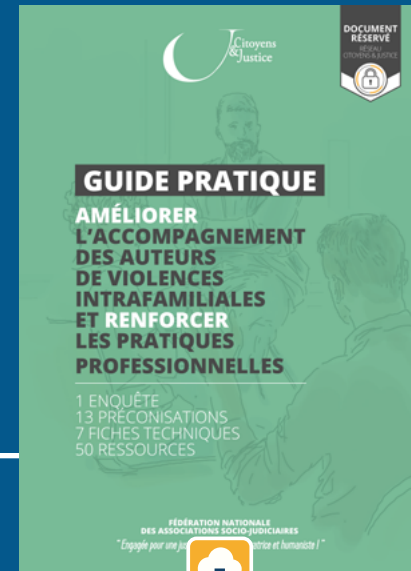
PRÉCONISATIONS ET OUTILS



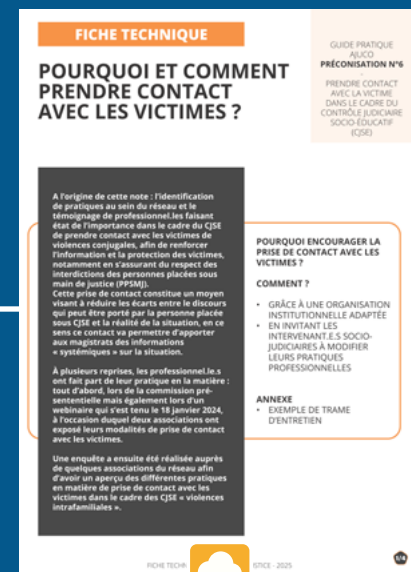
GUIDE « EVALUATION DES ESSMS »



LES MODÈLES DIPC/DIPR



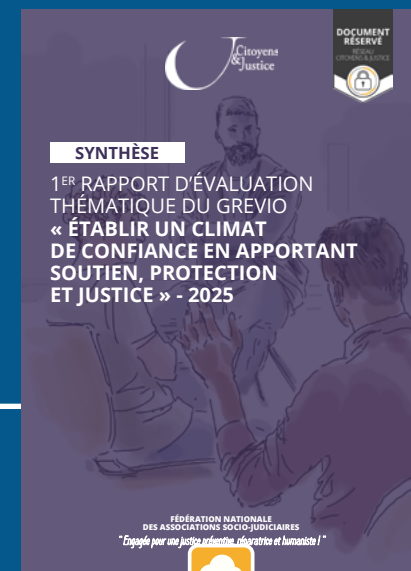
GUIDE PRATIQUE « AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT DES AUTEURS DE VIOLENCES INTRAFAMILIALES ET RENFORCER LES PRATIQUES PROFESSIONNELLES »



FICHE TECHNIQUE « POURQUOI ET COMMENT PRENDRE CONTACT AVEC LES VICTIMES ? »



SYNTHÈSE DU RAPPORT DU GREVIO SEPTEMBRE 2024



SYNTHÈSE DU 1ER RAPPORT D'ÉVALUATION THÉMATIQUE DU GREVIO - 2025





**Porter la voix
du secteur,
partager notre expertise**



ACCOMPAGNER LES AUTEURS, PROTÉGER LA SOCIÉTÉ

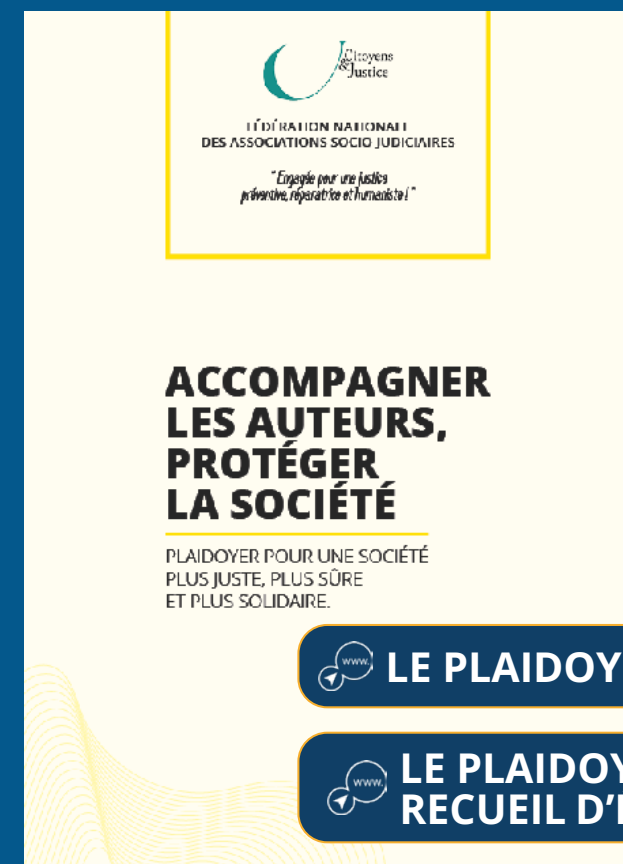
LE PLAIDOYER DE LA FÉDÉRATION

Après 2 ans de travail et de réflexions entre l'équipe de Citoyens & Justice et le Conseil d'Administration, la fédération a publié le plaidoyer présentant sa vision de la justice et de la société. **L'objectif est d'affirmer et de communiquer autour d'un message clair : "Accompagner les auteurs, c'est protéger la société".**

Ce plaidoyer est une vision globale, commune à l'ensemble des champs d'activités historiques de la fédération (justice des enfants et des adolescents, pré sententiel et post sententiel).

Deux documents ont été réalisés :

le premier est le plaidoyer présenté en 4 parties, le second est enrichi de chiffres, de rapports et d'études disponibles venant appuyer les arguments de Citoyens & Justice.



1
UNE JUSTICE HUMANISTE ET PROTECTRICE POUR LES VICTIMES ET LA SOCIÉTÉ

2
ACCOMPAGNER POUR SÉCURISER, PRÉVENIR, RÉINSÉRER ET RESTAURER

3
DES BÉNÉFICES ÉCONOMIQUES, SANITAIRES ET SOCIAUX POUR TOUTES ET TOUS

4
PROTÉGER TOUS LES ENFANTS, ADOLESCENTS ET LES JEUNES MAJEUR.E.S EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

PLAIDOYER & POSITIONNEMENT

“L’accompagnement des justiciables est un levier central de prévention de la récidive et de sécurité publique.”

PROTECTION DE L'ENFANCE

POSITIONNEMENT & PRÉCONISATIONS

“Nous continuons de constater et de défendre qu'un enfant en conflit avec la loi est avant un tout un enfant à protéger.”

Marielle Thuau, présidente de Citoyens & Justice

LETTRE OUVERTE

Citoyens & Justice s'engage auprès de tous les enfants à protéger quelle que soit leur vulnérabilité. Marielle Thuau, présidente de la fédération, porte cet engagement à travers une lettre ouverte. Elle y présente notamment 3 documents, issus d'analyses, d'échanges et de témoignages réalisés par la fédération aux côtés de partenaires et d'associations adhérentes.



RENCONTRES ET CONTRIBUTIONS AUX POLITIQUES INSTITUTIONNELLES



PARTENARIAT AVEC LE SDFE & LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Une démarche plurielle de rencontres, de recherches et de travail institutionnel pour une meilleure compréhension des VIF

DÉVELOPPER LE TIG AU SEIN DU RÉSEAU CITOYENS & JUSTICE

Participation au Comité d'Orientation Stratégique et animation du réseau

CITOYENS & JUSTICE AU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Un acteur engagé dans la définition des orientations nationales
Citoyens & Justice est membre titulaire du CNPE pour l'Uniopss et participe activement aux travaux du Conseil. En 2025, la fédération a notamment pris part à la rédaction d'avis sur décrets et arrêtés, aux plénières du CNPE, ainsi qu'à des groupes de travail consacrés à la parentalité et au collège des enfants, des adolescents et des jeunes majeurs. Cette implication témoigne de son engagement à contribuer à l'élaboration d'une politique nationale et coordonnée de la protection de l'enfance, en articulant réflexion stratégique et réalités du terrain.



PORTER LA VOIX DU RÉSEAU, SIÈGE AU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA PJJ

Une contribution stratégique à la recherche en justice des mineurs

Citoyens & Justice renouvelle en 2025 son engagement au sein du Conseil scientifique, en se positionnant comme force de proposition et de veille sur les problématiques du terrain. La fédération a proposé des **modifications des appels à projets** (13 mars 2025), transmis des **thématiques prioritaires** (19 septembre 2025) et été représentée au Conseil scientifique le 5 décembre 2025 par Sophie Diehl (JEA).

DÉVELOPPER ET DIVERSIFIER L'OFFRE DE PLACEMENT À L'EXTÉRIEUR (PE)

Participation assidue au GT de développement et de diversification de l'offre de placement à l'étranger

Soucieuse de développer et diversifier l'offre de placement à l'étranger, la DAP invitait, en 2020, Citoyens et Justice, Emmaüs France, la FARAPEJ et la Fédération des Acteurs de la Solidarité (« Interfédéral PE ») à participer à un groupe de travail installé à ces fins.

COMITÉ DE RÉDACTION DES CAHIERS DYNAMIQUES

Un regard partagé sur la justice des enfants et des adolescents

Dans le cadre des travaux relatifs aux Cahiers Dynamiques, Citoyens & Justice est représentée par Sophie Diehl, responsable du pôle Justice des Enfants et des Adolescents (JEA). Elle a participé aux comités de rédaction qui se sont tenus les 10 janvier, 16 mai et 7 novembre 2025, contribuant à la réflexion sur les contenus, les thématiques et les orientations éditoriales de la revue



QUELQUES RENDEZ-VOUS & RENCONTRES

JANVIER

- 24 **Direction de l'Administration Pénitentiaire**
GT visant le développement du Placement à l'extérieur.

MARS

- 03 **Audition au Sénat**
Proposition de loi « Restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants »
Citoyens & Justice, Uniopss et UNICEF
- 18 **Audition par Eric Delemar**
Défenseur des Droits des Enfants relative au rapport annuel 2025 sur « les droits des enfants à une justice adaptée » - Citoyens & Justice et UNIOOSS

AVRIL

- 08 **Rencontre avec le Cabinet d'Aurore Bergé**, ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations
- 10 **Présentation des travaux de C&J en matière de VIF**
Charlotte Beluet, Haute fonctionnaire à l'égalité femmes - hommes
- 22 **ENAP**
Formation au Placement à l'extérieur aux côtés de l'administration pénitentiaire

MAI

- 14 **Rencontre avec Mathilde Moulin**
Chargée de mission accès aux droits et prévention des violences sexistes et sexuelles
- 22 **Direction de l'Administration Pénitentiaire - GT** visant le développement du Placement à l'extérieur.
- 22 **Rencontre avec la DSJ & le SADJAV**
sur le non-paiement du SEGUR
Roland de Lesquen, chef de service, adjoint au Directeur des Services Judiciaires et Claire Liaud, Cheffe de service du SADJAV

Audition par l'Inspection Générale de la Justice

23 dans le cadre des Etats Généraux de l'Insertion et de Probation

Audition par l'Inspection Générale de la Justice

27 Mission relative à l'amélioration de la protection de l'enfance en danger

JUIN

- 04 **Audition par Mmes Elsa Schalck, sénatrice du Bas-Rhin, Laurence Harribey, sénatrice de la Gironde et Dominique Vérien, sénatrice de l'Yonne** relative à la mission de contrôle sur l'exécution des peines
- 04 **Comité d'orientation Stratégique de l'ATIGIP**
Accès à la plateforme TIG 360° par le réseau C&J
- 20 **Echanges avec la Direction des Affaires Criminelles et des Grâces**
sur la mise en oeuvre des stages de Citoyenneté
- 25 **Contrôleure Générale des Lieux de Privation et de Liberté**
sur les conditions de mise en oeuvre d'un mécanisme de régulation carcérale

JUILLET

- 01 **Rencontre avec Jessica Filippi**
Chercheuse et enseignante - ENPJJ
Présentation des travaux de C&J sur la Justice restaurative en France et en Europe
- 07 **Contribution**
Le travail de nuit dans les hébergements associatifs habilités justice
- 28 **Audition par Gwenola Joly-Coz et Eric Corbaux, magistrat.e.s**
en charge d'une mission spécifique sur les VIF

SEPTEMBRE

- 10 **Audition par l'Inspection Générale de la Justice**
d'une mission d'évaluation relative au traitement judiciaire des violences intrafamiliales (VIF)
- 16 **Direction de l'Administration Pénitentiaire**
GT visant le développement du Placement à l'extérieur - 5 webinaires sur la mesure de placement à l'extérieur
- 18 **Audition par l'Inspection Générale de la Justice**
d'une mission d'évaluation des stages prévus à l'article 131-5 du code pénal

NOVEMBRE

- 04 **Audition par Laurence Harribey, sénatrice de la Gironde** sur l'avis budgétaire PJJ - Citoyens & Justice, Uniopss, CNAPE et FN3S

DÉCEMBRE

- 15 **Contrôleure Générale des Lieux de Privation et de Liberté**
sur les conditions de mise en oeuvre d'un mécanisme de régulation carcérale



Sensibiliser & mobiliser la société



LINKEDIN

1^{er} canal de communication de la fédération en termes d'audience

POSTS

+ de 700

VUES

+ de 1 760 000

ABONNÉ.E.S

39 000
+ 8500

RÉACTIONS

+ de 66 000

REPUBLICATIONS

+ de 1 300

CLICS

250 000

COMMENTAIRES

3 400

SITE INTERNET & NEWSLETTERS

VISITES PAGES CONSULTÉES

158 000

240 000

115 ARTICLES MIS EN LIGNE



Nos adhérents à l'honneur chaque semaine !

Rendez-vous sur [linkedin](#), chaque mardi à 17h et découvrez notre rubrique « Nos adhérents ont du talent » et « Portrait d'acteur.rice : la voix du réseau »

COMMUNIQUER,
INFORMER,
SENSIBILISER

ACTIONS DE COM'

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

Un dossier composé de recherches scientifiques, de documentaires pour comprendre pourquoi les droits des femmes restent fragiles et sont souvent remis en question ; des ressources ludiques pour développer sa curiosité autour de films, livres et bandes dessinées pour petits et grands, et le témoignage d'associations qui agissent quotidiennement en faveur des droits des femmes.

CONSULTER LE DOSSIER

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

A l'occasion du 25 novembre, Citoyens & Justice a publié un post LinkedIn relatif à l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle. Ce programme menée auprès des enfants et des adolescents est un outil majeur de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants. La fédération a présenté les objectifs du programme et indiqué quelques ressources pour les parents et les enfants.

LIRE LE POST

50 IDÉES DE LIVRES À OFFRIR À NOËL

Citoyens & Justice a recensé toutes les œuvres publiées chaque samedi sur son compte LinkedIn (*livres, romans, bandes dessinées, poèmes*). De quoi compléter les listes de cadeaux pour les fêtes de fin d'année !



LIRE LE CATALOGUE

YOUTUBE VIDÉOS

ABONNÉ.E.S

8

1497

VUES

+170

21 000

HEURES DE VIDÉOS VISIONNÉES

+ de 2000



DÉFENDRE LE SECTEUR ASSOCIATIF SOCIO-JUDICIAIRE, SON EXPERTISE, SON RÔLE ESSENTIEL À L'ŒUVRE DE JUSTICE

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'INSERTION ET DE LA PROBATION

UNE RÉFORME QUI MET EN DANGER LE SECTEUR ASSOCIATIF SOCIO-JUDICIAIRE

Lancés en 2025, les États généraux de l'insertion et de la probation (EGIP) ont fortement mobilisé Citoyens & Justice tout au long de l'année. La fédération a exprimé ses inquiétudes face à une réforme susceptible de repositionner le champ présentiel au profit des SPIP, au détriment des **associations socio-judiciaires qui assurent depuis plus de quarante ans des missions essentielles auprès des juridictions**, notamment les enquêtes sociales rapides et les contrôles judiciaires socio-éducatifs.

Citoyens & Justice a rappelé que l'absence d'évaluation des dispositifs existants, ainsi que la sous-estimation du rôle des associations et des professionnel.le.s de terrain, menacent l'équilibre même du secteur associatif habilité. Pour la fédération, ce déséquilibre aurait des **conséquences directes sur le fonctionnement de la Justice et sur la qualité de l'accompagnement des publics concernés**.

La fédération continue aujourd'hui de se battre afin de faire reconnaître les associations comme actrices et partenaires indispensables au bon fonctionnement de la Justice française. Robert Badinter disait que « *la lutte contre la délinquance est l'affaire de tous* ». C'est d'ailleurs lui qui, lorsqu'il était Garde des Sceaux, a ouvert la voie à la société civile (les associations) dans l'œuvre de Justice, en confiant à des professionnel.le.s formé.e.s l'accompagnement des personnes confrontées à un contexte judiciaire, afin de lutter contre la délinquance et prévenir la récidive, grâce à de nombreux dispositifs innovants créés par les associations elles-mêmes.

MOBILISATIONS ET PUBLICATIONS MÉDIAS



COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Quand la Justice oublie le secteur associatif socio-judiciaire
29 septembre

[LIRE LE CP](#)

Quand le ministère de la Justice décide de se priver d'un partenaire essentiel des juridictions
8 décembre

[LIRE LE CP](#)

Réforme des missions socio-judiciaires : 50% du tissu associatif de l'aide aux victimes en France est menacé
16 décembre

[LIRE LE CP](#)



C'est un véritable cri d'alarme que nous poussons aujourd'hui. Sans les associations socio-judiciaires, les juridictions ne pourraient plus fonctionner.

Alors même que les effets du Ségur n'ont toujours pas été compensés pour les associations judiciaires, il est urgent que le ministère réaffirme clairement la place du secteur associatif dans l'œuvre de justice. Si ce signal n'est pas entendu, c'est tout un pan de l'ambition d'une justice fonctionnelle et humaniste qui risque de disparaître.

Marielle Thuau, présidente de Citoyens & Justice

QUELQUES RÉACTIONS & MOBILISATIONS AUX CÔTÉS DE NOS PARTENAIRES



« PUNIR, EXCLURE ET FAIRE SOUFFRIR » : LA DÉRIVE ASSUMÉE D'UNE POLITIQUE PÉNALE ET PÉNITENTIAIRE INHUMAINE ET INSENSÉE

Citoyens & Justice a signé aux côtés de 35 organisations du milieu prison-justice un communiqué de presse relatif aux récentes annonces en matière de politiques pénales et pénitentiaires. Une conférence de presse est organisée le 24 juin prochain à Paris.



LOI ATTAL : LA PROTECTION DE L'ENFANCE SE MEURT, ET ON REGARDE AILLEURS

Citoyens & Justice et l'Uniopss poussent un cri d'alarme suite à l'accord trouvé par la Commission mixte paritaire relatif à la proposition de loi visant à renforcer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents. Le texte issu de leurs travaux est d'une sévérité inédite à l'égard des enfants en conflit avec la loi et de leur famille au lendemain d'une coupe budgétaire tout aussi inédite qui vient amputer la protection judiciaire de la jeunesse à hauteur de 25 millions d'euros.



LA PROPOSITION DE LOI ATTAL PORTE GRAVEMENT ATTEINTE AUX DROITS DES ENFANTS

Citoyens & Justice et l'Uniopss ont publié un communiqué de presse suite à l'adoption par l'Assemblée nationale de la proposition de loi dite "Attal", portant gravement atteinte aux droits des enfants et à la protection que nous leur devons.

**Retrouvez tous nos
engagements &
mobilisations sur
notre site internet !**

Rendez-vous sur www.citoyens-justice.fr, dans la rubrique Actualités, en cliquant sur le thème «Actions publiques, engagement et plaidoyer»

CITOYENS & JUSTICE DANS LES MÉDIAS



Marcher sur le chemin de la réinsertion *Magazine Union Sociale de l'UNIOOSS*

Dossier « Réinsertion des personnes en sortie de détention » - Focus sur le rôle des associations et la mesure de placement à l'extérieur.
Interview de Stéphanie Lassalle, responsable du pôle "Accompagnement des personnes condamnées" à Citoyens & Justice



Les mineurs en conflit avec la loi - *AJ Pénal*

Podcast - Interview de Sophie Diehl, responsable du pôle « Justice des Enfants & des Adolescents » à Citoyens & Justice

Ecouter le podcast



Les SPIP et les associations socio-judiciaires souffrent de moyens en berne et du « populisme pénal », *Journal spécial des sociétés*

Impact des EGIP et avenir des associations socio-judiciaires »

« Cette jeunesse qu'on enferme », *Le Monde Diplomatique*

« L'État face aux mineurs délinquants. Une idée reçue voudrait que la jeunesse, toujours plus violente, plonge peu à peu la société dans le chaos. D'où les appels à davantage de sévérité et d'enfermements. Mais dans quelles conditions ? Et avec quelles conséquences ? »



Protection de l'enfance : l'accompagnement des jeunes jusqu'à 21 ans encore trop défaillant - *Libération*

Interview sur le bilan de la loi Taquet 3 ans après son adoption et sur l'accompagnement des jeunes majeurs jusqu'à 21 ans, qui reste aujourd'hui insuffisant.

ÉVÉNEMENTS & RENCONTRES

CYCLES DE WEBINAIRES

ÉGALITÉ ET CONTRÔLE COERCITIF : DES ENJEUX MAJEURS DANS LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES



La lutte contre les violences intrafamiliales est marquée par de nombreuses évolutions législatives, portées par les travaux de l'Assemblée nationale et les recherches universitaires, qui imposent de faire évoluer les pratiques professionnelles autour de socles communs de connaissances.

Pour faire baisser le nombre de violences et de meurtres au sein de la famille et du couple, l'ensemble de la société civile, les politiques publiques et les entreprises doivent agir collectivement. Grâce à cette mobilisation, des pays voisins en Europe ont réussi à faire baisser d'un quart le nombre de féminicides.

Un cycle de 5 Webinaires organisé par Citoyens & Justice à partir du 18 novembre 2025 jusqu'en février 2026 !



L'APPROCHE CHOISIE

Intégrer une dimension **genrée** des violences sexistes et sexuelles, en s'appuyant sur la convention d'Istanbul



OBJECTIF GÉNÉRAL

Outiller les professionnel.le.s afin de mieux comprendre le contrôle coercitif, les phénomènes d'emprises et les différentes stratégies des auteurs dans le cadre de la lutte contre les violences intrafamiliales.



NOTRE AMBITION

Créer une culture **commune** et collective à travers la sensibilisation d'un grand nombre de professionnel.le.s se situant au delà du réseau C&J



REPLAY
RÉSERVÉ
RÉSEAU
CITOYENS & JUSTICE



28.01

PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE STATISTIQUE ANNUELLE

Service Statistique du Ministère de la Justice (SSER)
• Citoyens & Justice



EN SAVOIR +

01.07

LE RÉFÉRENT TERRITORIAL : UN PROFESSIONNEL DU MINISTÈRE À L'ÉCOUTE DE VOS BESOINS

Agence ATIGIP • Citoyens & Justice



ACCÈS AU REPLAY

06.10

LES FEMMES AUTEURES DE VIOLENCES CONJUGALES : DE VICTIMES A CO-AUTEURES ?

Citoyens & Justice



ACCÈS AU REPLAY

18.12

LE DROIT AUX VACANCES, UN LEVIER STRATÉGIQUE POUR LES ASSOCIATIONS

Lamarque Expertise • Citoyens & Justice



ACCÈS AU REPLAY

LA CULTURE COMME LEVIER D'OUVERTURE ET DE RÉINSERTION



FESTIVAL DU FILM SOCIAL 7ÈME ÉDITION

Film projeté : Ker Madeleine, semer la liberté.
Dates : 16 octobre 2025
Lieu : Cinéma Le Zoetrope, Blaye

Cette soirée a permis de présenter les activités de la fédération et de ses adhérents, ainsi que la mesure de placement à l'extérieur, en mettant en lumière ses enjeux, ses objectifs et son rôle dans les parcours de justice et de réinsertion.



FESTIVAL DU FILM JUSTICE ET DROITS HUMAINS - 5ÈME ÉDITION

Thème : Égalité !
Dates : 22 - 27 septembre 2025
Lieu : Cinéma Utopia, Bordeaux
**5 films projetés,
plus de 750 spectateurs**

Comme les années précédentes, Citoyens & Justice s'est fortement investie dans la sélection des films et l'organisation de l'événement.

La fédération a animé deux tables rondes sur :

- **L'égalité de genre** à travers «Dieu existe, son nom est Petrunya» ;
- **L'égalité face à la justice** avec «Un coupable idéal».



POURQUOI CETTE ACTION ?

Valoriser les activités culturelles en détention :

- Ouverture au monde
- Expression de soi
- Restauration du lien social
- Préparation progressive au retour dans la société

VALORISER LA CULTURE COMME LEVIER DE TRANSFORMATION

Sous l'impulsion de Monsieur Valérian Benazeth, docteur en sciences politiques, Citoyens & Justice a co-organisé un ciné-débat autour du film Tehachapi, le 20 octobre 2025 à Paris, dans la continuité de ses actions pour favoriser l'accès à la culture des personnes placées sous main de justice et mettre en valeur ses effets positifs dans les parcours de réinsertion.

Réalisé par l'artiste JR, Tehachapi retrace une expérience artistique menée en prison et invite à réfléchir à la place de la création dans l'accompagnement des personnes détenues. La projection a été suivie d'un débat animé par Stéphanie Lassalle, en présence d'intervenants issus de la recherche, de la culture, de l'administration pénitentiaire et du secteur associatif.

32ÈME ÉDITION DES JOURNÉES NATIONALES PRISON "QUELLE PRISON POUR FAIRE SOCIÉTÉ ?"

Du 24 au 30 novembre 2025 - Des événements organisés sur l'ensemble du territoire



À Bordeaux-Bègles, l'événement s'est déroulé le 25 novembre 2025 au cinéma La Lanterne, avec le Festival « Cour(t)s de prison » à l'occasion des Journées nationales prison.

Citoyens & Justice a participé à la projection de courts-métrages de 3 à 12 minutes sur le thème des JNP, sélectionnés par un jury de 5 membres dont Stéphane Landreau, directeur général de Citoyens & Justice.

*Création de l'affiche
par Citoyens & Justice*

Merci à tous les adhérents, partenaires institutionnels et associatifs et soutiens de la fédération !





*“Engagée pour une justice
préventive, réparatrice et humaniste !”*



Citoyens & Justice
Fédération nationale
des associations
socio-judiciaires

351 boulevard Wilson
CS 31679
33073 Bordeaux Cedex
Tél. 05 56 99 29 24

federation@citoyens-justice.fr
www.citoyens-justice.fr

